

Energie: une politique énergétique commune

Ce que l'on entend par là / Notre objectif :

Alors que l'Europe du XXI^e siècle est à la recherche de ce qui pourrait symboliquement remplacer le charbon et l'acier comme moteur de l'intégration, il apparaît très nettement que la problématique énergétique pourrait remplir ce rôle, en ce qu'elle recouvre à la fois une dimension interne (accès, prix, droit des consommateurs), externe (sécurité et diversification de l'approvisionnement) et globale (changement climatique). Avec le PSE, nous poussons au plan européen les questions de pauvreté énergétique, de solidarité entre Etats-membres (densification des interconnexions transfrontalières pour parer aux blackouts électriques ou aux affaiblissements provisoires de flux gaziers) et de transition vers des énergies plus propres afin que l'Europe tienne les promesses de Kyoto, et soit aussi en position d'impulser les engagements de demain (Copenhague...). Le défi du changement climatique requiert de réduire rapidement et sensiblement les émissions de gaz à effet de serre et d'accélérer la transition vers l'utilisation collective et concertée d'énergies non-fossiles.

Qu'avons-nous obtenu ? / Ou en sommes nous ?

- La pression exercée par la DSF au sein du PSE a permis que le Paquet Climat soit mieux calibré malgré les pressions émanant de plusieurs Etats-membres pour l'affaiblir.
- Les Socialistes français, à l'unisson des organisations syndicales, se sont opposés à l'imposition d'un modèle unique pour l'ensemble des entreprises énergétiques européennes, la "séparation patrimoniale". L'accord conclu à l'issue des négociations de deuxième lecture nous donne raison.
- La négociation avec le Conseil a été âpre pour que les dispositions chères aux socialistes soient conservées dans le paquet énergie, en particulier en matière de pauvreté énergétique et de solidarité européenne. Par exemple, les Etats membres devront garantir le service universel à des prix raisonnables et non discriminatoires pour tous les foyers et les petites entreprises (moins de 50 travailleurs et chiffre d'affaires annuel de moins de 10 millions d'euros).

Ce qu'a fait la droite / exemples, votes clés :

Paquet climat: le PPE s'est distingué par son refus de mettre à l'amende les Etats-membres qui ne respecteraient pas les objectifs de développement des énergies renouvelables, et par sa frilosité sur une série de sous-objectifs en matière de rejet de gaz à effet de serre.

Plan de relance (volet énergétique): le PPE est plus réservé sur l'enveloppe du plan européen, à l'unisson des gouvernements conservateurs.

Ce que nous proposons :

- Fin 2009 aura lieu le sommet des Nations Unies, l'Union européenne doit se poser en leader des négociations pour obtenir un accord sur un objectif mondial de réduction de 30% à l'horizon 2020 des émissions de gaz à effet de serre. Notre volonté commune est de faire participer à cet objectif toutes les économies développées et émergentes : cela inclut donc les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. **Nous voulons introduire une approche mondiale et solidaire, dans laquelle les pays les plus développés feront l'effort le plus important.**
- Nous proposons d'introduire une directive européenne sur le climat qui définisse les objectifs et les plans d'action pour tous les secteurs encore non couverts par les textes existants et qui mette en cohérence toutes les actions pour que l'Union atteigne ses objectifs globaux en matière d'émissions. Toutes les autres législations ayant une incidence sur le climat doivent être adaptées pour réaliser l'objectif de 30% de réduction des émissions.
- Nous proposons d'élaborer une politique énergétique européenne commune fondée sur le développement durable, sur la sécurité et l'indépendance énergétique, sur la diversification des sources d'énergie et **sur la solidarité entre Etats européens en cas de crise de l'énergie.**
- Il revient à chaque Etat membre de se prononcer sur le recours à l'énergie nucléaire. Toutefois, vu l'importance de la sécurité nucléaire pour tous les pays européens, le contrôle des centrales nucléaires existantes et nouvelles doit être coordonné au niveau européen.